

Le 12 janvier, plusieurs cas déjà signalés aux autorités de Pékin à Shenzhen, aucun n'était allé à Wuhan...

écrit par Julien Martel | 19 avril 2020



La Commission nationale des soins de santé du Parti communiste chinois a empêché les institutions médicales et sanitaires de révéler l'épidémie dès le mois de janvier.

Vers le 12 janvier, Pékin, Shanghai et Shenzhen ont tous eu des cas confirmés sans antécédents de contact avec le marché des fruits de mer de Wuhan, une preuve évidente de cas « contact » interhumain, mais les autorités ont continué de cacher l'épidémie au public, et même six jours plus tard, laissent des dizaines de milliers de familles assister au « banquet des dix mille familles » dans le district de Wuhan Baibuting.

Le média taiwanais, *New News*, a récemment exposé un document confidentiel de la Commission nationale des soins de santé du Parti communiste chinois qu'il avait obtenu en exclusivité. Ce document volumineux publié le 3 janvier, connu sous le nom de « Document n° 3 », intitulé « Avis sur le renforcement de la gestion des ressources en échantillons

biologiques et des activités de recherche scientifique connexes dans le domaine de la prévention et du contrôle des principales maladies infectieuses émergentes », n'a pas été publié sur le site officiel de la Commission nationale des soins de santé.

Selon le document n° 3, la Commission nationale des soins de santé du Parti communiste chinois a commencé à superviser l'épidémie liée au virus du Parti communiste chinois dès le début du mois de janvier, en donnant explicitement l'instruction de « *gérer temporairement les échantillons de cas de virus de Wuhan en fonction des micro-organismes hautement pathogènes (catégorie 2)* » .

Le document n° 3 stipule que toutes les institutions concernées doivent, conformément aux exigences des départements administratifs de la santé au niveau provincial et supérieur, fournir des échantillons biologiques à des institutions désignées pour les tests de dépistage des agents pathogènes et effectuer les procédures de transfert ; les échantillons biologiques et les informations connexes ne doivent pas être fournis à d'autres institutions et individus sans autorisation ; les institutions et individus qui ont obtenu des échantillons biologiques de cas pertinents auprès d'institutions médicales et sanitaires concernées doivent immédiatement détruire les échantillons sur place ou les envoyer à un dépôt désigné par l'État pour qu'ils soient conservés ; pendant la période de prévention et de contrôle des épidémies, aucune institution ou individu ne doit divulguer des informations sur les résultats des tests de dépistage des agents pathogènes ou des activités expérimentales sans autorisation.

Dans le même temps, la télévision centrale du PCC a rapporté le 2 et 3 janvier, pendant deux jours consécutifs, que le Dr Li Wenliang et huit autres médecins avaient été réprimandés pour « désinformation » ; et le 3 janvier, le même jour que la publication du troisième document, le gouvernement

municipal de Wuhan a annoncé que les « deux sessions » (NPC, CPPCC) se tiendraient du 6 au 10 janvier comme prévu.

En outre, les médias ont également obtenu deux « notes internes » soumises par un média chinois faisant autorité aux échelons supérieurs du PCC, celle rédigée à la mi-mars, détaillant la manière dont la ville, la province du Hubei et le gouvernement central du CPC ont traité le cas de pneumonie inconnue à Wuhan fin décembre 2019.

Selon cette divulgation « d'initié », à la fin du mois de décembre de l'année dernière, plusieurs entreprises de séquençage génétique ont trouvé un coronavirus de type SARS dans des échantillons envoyés par des hôpitaux locaux de Wuhan à la province de Hubei et à la Commission nationale des soins de santé, mais l'information a été étroitement bloquée. Depuis le 31 décembre de l'année dernière, la Commission des soins de santé de Wuhan et le système de sécurité publique ont supprimé les messages d'avertissement des médecins et des professeurs de Wuhan

Une comparaison du « recensement interne » a révélé que du 6 au 10 janvier, la Conférence consultative politique populaire de la municipalité de Wuhan et l'Assemblée populaire nationale ont tenu deux sessions, le Comité municipal de santé de Wuhan n'a pas émis de notification d'épidémie de pneumonie inexpliquée ; du 11 au 17, la province de Hubei a tenu deux sessions, au cours desquelles la notification quotidienne du Comité municipal de santé de Wuhan a indiqué qu'il n'y avait pas eu de nouveaux cas la veille.

Les services de santé de la province de Hubei et de la ville de Wuhan ont fait obstacle pour empêcher les hôpitaux locaux de communiquer des informations. En particulier entre le 12 et le 17 janvier. Ils n'ont pas pris de dispositions que ce soit en matière de flux, de cas confirmé ou bien déployé les mesures d'isolement pour les patients qu'on soupçonnait être

atteint du virus.

Au même moment, le nombre de cas suspects dans les hôpitaux de Wuhan continuait à augmenter. Un médecin a déclaré : *« Nos cliniques externes sont pleines de patients suspects qui ne sont pas admis à l'hôpital. Certains patients s'agenouillent et supplient le médecin de les admettre. D'autres patients sévèrement atteints, tremblants, n'ont même pas la force de monter sur la table pour effectuer une tomographie. ».*

Une tomographie des poumons d'un médecin pneumologue de l'hôpital de Wuhan Xinhua a montré une ombre vitreuse givrée un peu avant le 6 janvier. Un deuxième cas d'infection présumé a été signalé le 11 janvier. Puis le 29 janvier, 30 membres du personnel médical sont signalés par l'hôpital.

Le cabinet a également souligné que le 12 janvier, Pékin avait déjà confirmé un cas d'infection par le virus. Il y avait également des cas confirmés à Shanghai et à Shenzhen, qui ont été signalés à la Commission nationale des soins de santé. Aucun de ces patients n'étaient allés au marché des fruits de mer de Wuhan, ce qui est une p preuve évidente de contamination interhumaine.

Cependant, la Commission nationale de la santé n'a pas confirmé avant le 20 janvier que ces cas étaient révélateurs d'une possible transmission interhumaine. Avant cela, la déclaration disait que l'épidémie était encore « évitable et contrôlable », tout au plus une « transmission interhumaine limitée », selon la Commission de la santé.

Ce qui est encore plus incompréhensible, c'est que les autorités municipales de Wuhan ont continué à autoriser la communauté Baibuting de la ville à accueillir le « 20e banquet Wanja » le 18 janvier. Plus de 40 000 familles sont venues y assister alors que des millions de personnes sont

par la suite rentrées chez elles pour préparer la nouvelle année. Les autorités locales n'ont lancé aucune sorte d'avertissement au public ou ne lui ont rappelé de prendre les précautions appropriées, alors qu'une série de preuves susmentionnées a confirmé que le virus peut être transmis de personne à personne.

Source : Coronavirus Covid-19 : Actualité Internationale YKK.